

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HALNAIS DAVID

8 Bis ROUTE DE MONS
16140 Aigre

Références : 2025_1044_UbD_16-86_Env

Code AIOT : 0100054106

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement HALNAIS DAVID implanté 8 Bis ROUTE DE MONS 16140 AIGRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à une plainte après dépôt de véhicules hors d'usage (VHU) sur des parcelles visibles depuis la voie publique sur la commune d'Aigre. Cette activité a un impact visuel, constitue un stockage de déchets et est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement, la sécurité et salubrité publique.

La visite a été réalisée, en présence du maire de la commune de Aigre, en inopinée pour vérifier si cette activité relève de la législation des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HALNAIS DAVID
- 8 Bis ROUTE DE MONS 16140 AIGRE
- Code AIOT : 0100054106
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement n'est pas connu du site de l'inspection comme étant une ICPE régulière.

Les parcelles visitées sont les parcelles AK 43, 44, 45 et 46 appartenant à Monsieur Halnais sur la commune d'Aigre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative VHU (2712)	Code de l'environnement du 13/08/2025, article R.511-9	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure régularisation de l'activité	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le propriétaire réalise des opérations de stockage de voitures hors d'usage sans disposer de l'autorisation préfectorale requise, à savoir un enregistrement pour la rubrique 2712 , compte-tenu de la présence de divers véhicules hors d'usages (VHU à minima une quinzaine dénombrés sur site).

Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport imposant au propriétaire de régulariser la situation. Il dispose de 15 jours pour formuler ses éventuelles remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

Le parquet d'Angoulême est également avisé compte tenu du caractère délictuel de la situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative VHU (2712)

Référence réglementaire : Code de l'environnement , article R.543-155-1 et article R.511-9	
Thème(s) : Situation administrative, conformité	
Prescription contrôlée : article R.543-155-1 : I. - Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage. [...]	
Article R.511-9 : Rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées	
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	
1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	(E)
2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	(A-2)
3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement	
a) Pour l'entreposage, la surface de l'installation étant supérieure à 150 m ²	(E)
b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	(E)

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site en présence du maire de Aigre le 14/08/2025, il a été constaté la présence de plusieurs voitures hors d'usages entreposées sur les parcelles AK 43, 44, 45 et 46 sises 8 Bis Route de Mons à Aigre.</p> <p>En outre, il a pu être observé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une quinzaine de véhicules dont plusieurs sont hors d'usage et emprisonnés dans une végétation qui se densifie ; - la présence de plusieurs déchets issus du démantèlement de véhicules (moteurs, pièces métalliques diverses...), - la présence de deux structures amovibles fermées dont le contenu n'a pu être identifié ; - la présence d'une caravane visiblement désaffectée. <p>Les stockages de ces déchets divers et épaves sont réalisées à proximité d'un fossé, pouvant être impacté par les stockages de déchets dangereux à proximité.</p> <p>Il est précisé lors de la visite d'inspection que les documents d'urbanisme opposables dans le secteur n'autorisent pas les activités industrielles. De ce fait, la seule voie de régularisation possible est l'arrêt définitif de l'activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de régulariser la situation, le propriétaire des parcelles doit cesser totalement cette activité immédiatement et remettre en état le site.</p> <p>Des investigations environnementales devront être réalisées pour identifier les éventuelles contaminations des sols et des eaux souterraines. Les mesures de gestion pour y remédier devront être proposées le cas échéant.</p> <p>Les évacuations des déchets divers et VHU présents sur la parcelle devront être réalisées rapidement et les justificatifs d'évacuation dans des filières dûment autorisées devront être transmis à l'inspection.</p> <p>Ainsi, un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) est proposé au préfet et le propriétaire est invité à formuler ses éventuelles remarques sous 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, régularisation de l'activité</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>